le gouvernement et le premier ministre. Je ne puis comprendre la réaction du ministre de l'Industrie devant cette situation. Voyons plutôt un article publié le 19 mars dans le Chronicle-Herald d'Halifax. Cet article est intitulé «Morne Perspective». Le ministre dit que nous sommes des prophètes de malheur, mais je ne me plains pas d'être placé dans cete catégorie. Le premier ministre Stanfield est bouleversé, il s'inquiète de cette situation et je suis convaincu qu'il est prêt à faire tout ce qu'il peut pour aider. Je crois que le gouvernement devrait être prêt à faire de même et ne pas s'en tenir exclusivement à des déclarations idiotes. Par exemple, l'honorable député de Cap-Breton-Sud a dit dans son discours que les ministres du gouvernement actuel manquaient d'intéret et le ministre de l'Industrie a marmoté dans sa barbe que le député de Cap-Breton-Sud manifeste un manque d'intérêt.

Telle est bien souvent l'attitude du gouvernement. Ces gens-là, qui n'ont pas de cœur au ventre, refusent de se lever et préfèrent rester assis pour lancer leurs remarques. C'est qu'ils ont peur de se lever et de faire des déclarations. Il s'agit d'un problème qui les concerne et ils devraient l'admettre. Peut-être le ministre a-t-il entendu parler de Peter Nicholson, même s'il ne s'éloigne pas beaucoup du Québec. Peter Nicholson est chef du parti libéral à la Chambre de la Nouvelle-Écosse. D'après les journaux d'hier, je crois, il aurait déclaré qu'il fallait étudier à fond la question de l'acier, qui pose un grave problème. Le ministre ne nous dira tout de même pas qu'il pourrait se tromper.

L'hon. M. Drury: Bien sûr que non.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Vous marmottez encore une fois.

L'hon. M. Drury: «Bien sûr que non.»

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Bien sûr qu'il n'a pas tort. Permettez-moi de lire cet éditorial publié dans le *Chronicle-Herald* d'Halifax:

Le discours sur le dépérissement et la mort de l'industrie de l'acier de Sydney que l'honorable E. A. Manson a prononcé jeudi...était l'allocution la plus saisissante et la plus impressionnante que l'Assemblée législative ait entendue cette session et méritait bien les félicitations qu'ont offert ensuite à M. Manson les députés provinciaux.

M. Manson avait manifestement fait beaucoup de recherches et pensé longuement à son sujet. Ce fait évident a simplement souligné l'importance de ses remarques. En fait, il a prétendu que si la Dosco et les organismes gouvernementaux ne prenaient pas de mesures, 2,000 des quelques 3,700 employés de l'aciérie de Sydney seraient en chômage d'ici 1972; d'ici 20 ans, l'aciérie pourrait être fermée.

Comme la planification rationnelle de l'industrie minière du Cap-Breton au coût de 25 millions de dollars, projetée par le gouvernement fédéral, réduira l'embauche dans les mines tout en y augmentant le rendement, cette sombre prédiction ne peut qu'attirer l'attention du gouvernement provincial sur le problème économique le plus grave de la Nouvelle-Écosse; la menace très réelle d'un bouleversement économique et social au Cap-Breton.

Il est à espérer que le discours de M. Manson, qui suit de si près l'avertissement de M. Harry J. Waisglass, directeur de la recherche pour le compte des Métallurgistes unis d'Amérique (Canada), portant que la prédiction d'une croissance marginale de la production de l'acier dans la prochaine décennie, faite par le Conseil de planification volontaire, ne faisait que «perdre dans les rêves», incitera le comité de l'acier du Conseil à faire de plus grands efforts que par le passé.

Le comité a été formé il y a un an, de représentants du Conseil, de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, du ministère fédéral de l'Industrie et de la Dosco elle-même.

Le ministre ne sait probablement même pas qu'il est représentant au sein de ce comité. L'éditorial en question continue ainsi:

Depuis un an qu'il existe, le comité n'a pu produire un rapport détaillé des perspectives d'avenir de l'industrie dans cette province. Par suite des craintes que M. Manson a exprimées avec tant d'éloquence, il devrait aller de l'avant avec plus d'énergie.

La raison est évidente. Comme l'a dit M. Manson, la seule aciérie de la Dosco représente 17 p. 100 des fabriques de la province. On comprend que le Conseil de planification volontaire ait récemment signalé qu'une «planification économique réaliste en Nouvelle-Écosse exigerait des renseignements détaillés sur l'avenir de l'industrie sidérurgique en Nouvelle-Écosse». Pourtant des renseignements détaillés n'ont pas encore été rassemblés.

Le comité de la sidérurgie, et surtout les représentants de la Dosco, font face à un devoir civique grave. Il est évident que l'industrie a besoin de diversifier encore davantage ses placements et ses produits. La Dosco peut-elle être persuadée de le faire?

• (9.40 p.m.)

Je viens de recevoir le Chronicle-Herald d'Halifax du 22 mars, édition du soir. Je signalerais au ministre de l'Industrie qu'on y donne en première page une bien jolie photo du ministre. La manchette déclare: «Nicholson demande un débat pour faire de la lumière sur la Dosco». Il doit donc maintenant estimer la chose d'importance vitale; il doit y voir de quoi s'inquiéter. Somme toute, il est le leader des libéraux à la Chambre, au Parlement de la Nouvelle-Écosse. Peu m'importe qu'on me place dans la même catégorie que M. Nicholson, si le ministre de l'Industrie tient pour exact ce que dit M. Nicholson. Il y a quelques instants, le ministre